Ville de Port-de-Bouc

Conseil Municipal du 26 mai 2015

La séance du Conseil Municipal de la Mairie de Port de Bouc est ouverte dans les formes réglementaires à 18 heures 10, sous la présidence de Madame Patricia FERNANDEZ-PÉDINIELLI, Maire de Port de Bouc.

Madame le Maire procède à l'appel nominal.

23 présents : FERNANDEZ-PÉDINIELLI Patricia, SANTORU-JOLY Evelyne, DEPAGNE Marc, CERBONI Rosalba, BELSOLA Laurent, GIOVANELLI Béatrice, GUIRAMAND Patrick, MALARET Monique, SANTIAGO Michel, NOUGUE Alain, TORRES Christian, LACHAUD Dominique, MULLER Martine, DI CESARE Stéphanie, CORTES Isabelle, DINI Manon, MICHEL Christiane, BERNEX Claude, PINET Gérald, TETIENNE/CASANO Corinne, PEPE Virginie, DIDERO Stéphane, GIANNANTONI Jean-Christophe.

5 Absents avec procuration : PHILIPPE Louis, SIRAT Boulenouar, GIORGETTI René, DOMINI Chérifa, REBBADJ Saler.

Le quorum étant atteint, la séance du Conseil Municipal peut valablement délibérer.

5 Absents excusés : CHAPELLE Patrice, LADJAL Mériem, TRAVERSA Marcel, GALLINA Martine, SAADAoui Amar.

Mme le Maire.- Permettez-moi, s'il vous plaît, de vous proposer un point supplémentaire aux délibérations de ce soir. Nous allons, conformément à la délibération 2015-53, procéder en séance du 26 mai 2015 à une rectification. Il nous faut rectifier cette délibération 2015-45 par la délibération 2015-53. Lorsque nous avons délibéré sur la modification des taux d'imposition une erreur matérielle est survenue : nous avons conservé l'année 2014 par un copié/collé. Cela faisait tellement d'années que nous avons le même taux d'imposition sans l'avoir jamais augmenté que cette erreur matérielle s'est produite. Je vous demande de bien vouloir accepter un nouveau vote de façon à actualiser cette délibération. Qui serait contre pour que ce vote soit reformulé ? Personne. Je vous en remercie. Je vous demande donc de bien vouloir vous exprimer à nouveau sur la baisse des taux.

La taxe d'habitation passe de 19,90 à 16,50 étant entendu que la taxe foncière et la taxe foncière non bâti seront inchangées.

Le rapport n°2015-53 est adopté à la majorité

Abstention du groupe de Mme PEPE et du groupe de M. DIDERO

1) DECISION MODIFICATIVE N°1

Rapporteur : Mme le Maire (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Y a-t-il des remarques sur ce rapport ? (*Aucune remarque n'est formulée*).

Qui est pour ? Le groupe de la majorité. Qui s'abstient ? Les deux groupes d'opposition.

Le rapport n°1 est adopté à la majorité

Abstention du groupe de Mme PEPE et du groupe de M. DIDERO

Mme le Maire.- J'ai oublié de faire voter le compte rendu. Le point supplémentaire m'a aussi fait oublier de souhaiter la bienvenue au nouveau conseiller municipal, Monsieur GIANNANTONI présent dans la salle pour la séance de ce jour.

Monsieur **Patrick GUIRAMAND** est désigné secrétaire de séance par Mme le Maire.

Mme le Maire.- Patrick va prendre un grand service puisque les festivités vont bientôt commencer.

Y a-t-il des remarques particulières sur le compte rendu de la séance du 10 avril dernier ? (*Aucune remarque n'est formulée*)

Qui est pour ? La majorité. Les deux groupes de l'opposition s'abstiennent. Vous n'avez pas de remarque et vous ne l'approuvez pas ? J'en prends acte.

Le PV du Conseil Municipal du 10 avril 2015 est adopté à la majorité

Abstention du groupe de Mme PEPE et du groupe de M. DIDERO

2) FIXATION DES TARIFS POUR LA VENTE DES LOTS DU LOTISSEMENT LES HAUTS DE SAINT JEAN

Rapporteur : Mme Rosalba CERBONI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Des demandes d'interventions ? Des explications ?

M. BERNEX.- Serait-il possible d'avoir le document concernant le compte rendu des Domaines du 2 avril 2015 ?

Mme le Maire.- Vous pouvez venir consulter les documents officiels. Nous n'en faisons pas de copie. Les conseillers municipaux peuvent venir consulter les documents nécessaires à la compréhension de la gestion de la commune. Il n'y a aucun problème. Vous en faites la demande par le biais de

votre Président et vous convenez d'un moment qui gêne le moins possible les services.

M. BERNEX.- Je n'ai pas compris les chiffres qui ont été énumérés.

Mme le Maire.- 266 euros en moyenne TTC.

Mme PEPE.- Combien de lots ?

Mme le Maire.- 73. Sur des lots plus grands on devait concevoir du logement en bande avec un lotisseur. Mais, finalement, on s'est rendu compte que les habitants préféraient des terrains nus. Cette partie-là a donc été redivisée, ce qui a permis d'augmenter l'assiette globale à un nombre de 73 terrains.

D'autres demandes d'intervention ? (*Aucune demande d'intervention*).

Nous procédons au vote. Qui est pour fixer ce tarif-là ?

Le rapport n°2 est adopté à la majorité

Pour la majorité + Mme PEPE - Abstention M. DIDERO

3) CESSION PAR LA COMMUNE DE TERRAINS OCCUPES SIS LES BERGES DU CANAL : MODIFICATION DU PRIX DE CESSION DES TERRAINS OCCUPES PAR DES GARAGES

Rapporteur : Mme le Maire (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Conformément à l'engagement que j'ai pris en Assemblée Générale qui s'est tenue dans la salle Gagarine, j'ai négocié les prix -ma chère Rosa je sais que tu y veilles en tant qu'adjointe au logement et à l'habitat sur la Ville- de cession des terrains occupés par des garages.

Je vous prie de croire que ce fut bien compliqué et bien long. Dans ce cadre-là nous avons reçu l'avis des Domaines le 2 avril 2015. Le prix est fixé à 120 euros TTC pour les garages. L'assiette foncière pour les habitations ne peut pas et

ne changera pas si ce n'est l'année prochaine à la hausse, s'il y avait besoin de dépasser l'année 2015 pour la vente de ces terrains.

Je suis très heureuse de vous donner cette information ce soir.

Y a-t-il des demandes de précisions sur ce rapport ?

M. PINET.- Qu'est-ce qui fait que le point 2 diffère du point 3 concernant la présentation à la commission des finances ?

Mme le Maire.- Le point n°3 n'est pas passé à la commission des finances. Il y a l'avis donné et l'avis reçu. Une fois reçu il est officialisé. Désolée. Ce n'est pas très grave vous pouvez venir au secrétariat général pour consulter les documents dont vous avez besoin.

M. DIDERO.- Est-ce qu'il y a eu une modification par rapport à la fixation des tarifs ? Est-ce en première intention que la fixation de ce prix est celui-ci ?

Mme le Maire.- La première fixation des prix par les Domaines était une fixation uniforme. A l'issue de l'Assemblée Générale tenue à la salle Gagarine, les habitants ont demandé de voir s'il ne serait pas possible de revoir les prix à la baisse tout au moins pour les garages. Ceux-ci ne seront jamais utilisés pour une autre destination que d'être des garages ; jamais de surélévation, jamais d'électricité avec un compteur électrique personnalisé pour une habitation.

En argumentant de tout cela j'ai obtenu des Domaines qu'ils acceptent de revoir le prix à la baisse mais que pour les garages.

M. DIDERO.- N'y aurait-il pas un risque que certaines personnes qui habitent à cet endroit ressentent une certaine

discrimination ? Une baisse est obtenue pour certains habitants mais pas pour d'autres.

Mme le Maire.- Qu'entendez-vous par là ?

M. DIDERO.- Si vous réussissez à obtenir la baisse des tarifs sur des garages par rapport à des habitations, n'y aurait-il pas un risque que certaines personnes se sentent lésées.

Mme le Maire.- Ils auront tous le même prix pour les garages. Quelle discrimination ? On ne vendra jamais un garage au prix d'une maison.

M. DIDERO.- Vous parlez bien d'une formalisation du tarif.

Mme le Maire.- Non. A la base ce sont les Domaines. On essaie de faire un prix global sur une assiette achetée globalement par la Mairie au Grand Port. A partir de là ils faisaient, eux, une estimation du prix au mètre carré.

M. DIDERO.- Indistinctement de la destination...

Mme le Maire.- Tout à fait. Des habitants m'ont demandé s'il n'était pas possible de revoir le montant à la baisse. La seule baisse acceptable par les Domaines est de faire une différenciation et je n'emploie pas le mot « discrimination » qui est pour un même objet. Si, pour un même objet, je fais un prix à l'un et un autre prix à l'autre, ce serait de la discrimination. Par contre, la différenciation demandée, c'est la possibilité de revoir à la baisse le prix des garages. Ils ne voulaient pas revoir le prix à la baisse de façon générale et ils ont dit que ces garages n'auront pas d'autre destination que d'être des garages, et ils ont accepté.

M. DIDERO.- Avez-vous demandé s'il était possible de baisser le tarif pour les terrains ? Les Domaines ont décidé de modifier le prix uniquement pour les garages.

Mme le Maire.- Pour les garages. Je ne fais pas une Assemblée Générale pour me faire plaisir. Il s'agit de redonner aux habitants l'information sur l'avancée des dossiers. Les habitants demandent à ce que l'on aille un peu plus loin et je me fais fort d'aller plus loin. Lorsque l'on obtient quelque chose on en est content. On aurait pu ne rien obtenir.

Pendant cinq ans, les personnes n'auront pas le droit de revendre. Au bout de cinq ans ils pourront revendre au prix du marché. A partir de là les Domaines n'ont pas accepté un autre prix que celui-ci.

Personnellement j'ai plutôt argumenté le fait que les personnes qui achètent ce n'est pas forcément pour revendre mais pour y passer un moment de leur vie. Il est obligatoire de ne pas vendre avant cinq ans. On ignore ce qui peut se passer dans la vie des familles. Je me suis battue pour que les familles soient reconnues dans la difficulté de leur achat. La baisse d'un prix, lorsque l'on a du mal à acheter, ce n'est pas parce que l'on veut « arnaquer » le Maire ou autre. Il y a des règles que l'on essaie de faire comprendre. Je pense que l'on a obtenu quelque chose d'assez sympathique. Au-delà ça ne sera pas possible. Le pire serait que les choses ne se fassent pas cette année mais l'année prochaine tout serait revalorisé à la hausse.

M. BERNEX.- Est-ce que des ventes ont été faites ?

Mme le Maire.- Je vous propose que l'on en parle après au moment des questions diverses. Nous votons le rapport n°3 qui permet de fixer à 120 euros TTC le prix de vente du foncier des garages.

Qui est pour ?

Le rapport n°3 est adopté à la majorité
Pour la majorité - Contre le groupe de Mme PEPE -
Abstention du groupe de M. DIDERO

4) VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - 2015

Rapporteur : M. Patrick GUIRAMAND (*Lecture du rapport*)

M. GUIRAMAND.- Je vous signale que la somme de 3.500 euros à l'Office de Tourisme bascule à l'association aux Francs Jouteurs. Le Président de l'Office du Tourisme pourrait rajouter un mot. Ce point a été examiné en commission des finances.

Mme le Maire.- Il n'est pas présent. Des demandes d'intervention ?

Mme PEPE.- Ce point a été examiné en commission des finances. J'ai demandé aux services les documents indiquant ce qui a motivé les subventions exceptionnelles. Je ne les ai pas eus.

Mme le Maire.- Personnellement je ne souhaite pas que les documents officiels de la Mairie circulent. J'en suis responsable et je le rappelle aux services. C'est la raison pour laquelle, je vous le dis et le redis, qu'il n'y a aucun problème pour venir voir les documents. Il vous suffit de vous organiser entre vous et avec les services.

Mme PEPE.- Pourriez-vous nous rappeler, pour ceux qui n'assistaient pas à la commission des finances, la motivation de ces subventions ?

Mme le Maire.- Avec plaisir. Une grande coopération entre l'Office du Tourisme et les Francs Jouteurs qui vont fêter leur 90^{ème} anniversaire. Ils s'organisent et font en sorte de créer ensemble de la promotion et des évènements. L'Office du Tourisme, de son côté, s'organise pour avoir des points forts et des financements. Le Président est bien placé pour savoir que le budget communal est plutôt resserré. Etant donné que les Francs

Jouteurs nous ont demandé une subvention exceptionnelle nous avons fait un jeu d'écriture qui nous permet d'accéder à cette requête étant entendu que, l'année prochaine, ils ne fêteront pas leur 91^{ème} anniversaire de la même façon.

Le club photo avait demandé, il y a trois ou quatre ans, une subvention exceptionnelle afin de construire un nouvel évènement régional de la photographie sur la Ville. Notre club photo est assez reconnu dans la région. Eux-mêmes avaient cette humilité d'imaginer qu'ils ne seraient sans doute pas à la hauteur, mais ils voulaient bien essayer. Non seulement ils ont été à la hauteur et reconnus par leurs pairs, mais leurs pairs leur demandent de réitérer sur Port de Bouc, étant entendu la qualité de la sélections, la qualité de l'accueil et de l'histoire de ce club sur notre Ville où il a beaucoup rayonné. Petit à petit on réitère. On n'est pas à l'abri, l'année prochaine, de la reprise de cet évènement régional pour le placer, par exemple, à Marseille. A ce moment-là le club photo ne nous demanderait pas une subvention pour faire cette exposition. C'est une manifestation d'ampleur régionale.

Concernant le club de plongée, ce sera mentionné dans le «Port d'Attache» que vous allez recevoir, a demandé une subvention à la municipalité pour combler son manque de financement. Il a fait un tour de table en allant voir le Conseil départemental, le Conseil régional qui ont subventionné de leur propre trésorerie. Ils ont subventionné à hauteur de 1000 et quelques euros. Ils ne leur restent plus que 750 euros pour combler la possibilité d'acheter un nitrox. Cet appareil va vous être décrit par l'adjoint au sport qui trépigne d'impatience de la fierté de son club.

M. BELSOLA.- Le nitrox est le mélange suroxygéné qui limite la profondeur de plongée et diminue les risques d'accidents de décompression. C'est, pour les seniors, un

confort de sécurité accru. Comme ils n'avaient pas le nitrox ils allaient le chercher à Carry le Rouet.

Le financement était de 6.013 euros. Ils ont demandé 3.000 euros au Département, 1.250 euros à la Région et le club demande 750 euros. Ils ont maintenant leur station ici. Vous pourrez le voir dans le Port d'Attache. Cela leur permet de faire le nitrox sur place. Ils n'ont plus à faire le déplacement vers Carry le Rouet, cela sécurise tout le monde et, pour eux, c'est un développement plus important et une demande au niveau de la plongée.

Mme le Maire.- La dernière subvention de 300 euros au Groupe Garibaldi. Cette association travaille avec nous depuis quatre ans sur les questions de la laïcité. Ce sont des libres penseurs. Cette association existe sur Port de Bouc depuis très longtemps. Elle a renforcé sa collaboration sur l'intérêt communal de travailler sur la laïcité.

Nous avons organisé ensemble de nombreuses conférences et des moments de réflexion avec, notamment, Monsieur Pénard, philosophe venu sur Port de Bouc et une femme dont je ne me souviens plus du nom. Ils mettent en débat des questions approfondies sur la laïcité qui traverse notre République. Madame la Ministre de l'Education Nationale a incité dernièrement ses équipes pédagogiques à travailler sur la laïcité. S'est tenu un colloque au collège Frédéric Mistral avec des parents-relais, des parents invités. Ce sont vraiment des questions qui irriguent la République française depuis un certain temps et, en ce moment, de façon encore plus prégnante. Nous faisons donc appel à des associations de la Ville pour nous aider à aborder toutes ces questions de la façon la plus large possible. Depuis un moment cette association œuvre sur la Ville et demande des subventions. Il serait ingrat de notre part de ne

pas reconnaître ce travail réalisé avec eux. C'est modique, de l'ordre du symbolique mais c'est important.

Mme PEPE.- 90 ans pour les Francs Jouteurs. C'est le premier club.

M. BELSOLA.- 1925 les joutes et 1921 l'ACPB.

Mme le Maire.- La société nautique est ancienne également. Elle n'est pas loin des 80 ans.

M. DIDERO.- Qui est le Président du Groupe Garibaldi ?

Mme PEPE.- Stéphane POVEDA.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°4 est adopté à l'unanimité

5) DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DES SERVICES DE L'ETAT POUR DES OPERATIONS DE REHABILITATIONS DE PLUSIEURS BATIMENTS

Rapporteur : Mme Béatrice GIOVANELLI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Des demandes de précisions supplémentaires, des interventions à ce sujet ? (*Aucune demande ni intervention*).

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°5 est adopté à l'unanimité

6) DEMANDE DE RADIATION A ATD 13

Rapporteur : Marc DEPAGNE (*Lecture du rapport*)

M. DEPAGNE.- L'économie serait de 3.500 euros.

Mme le Maire.- Malheureusement nous sommes rentrés dans une phase où il nous faut gérer le budget d'une façon très resserrée. Nous n'avons pas constaté énormément de sollicitations de notre part envers ce regroupement d'agents. Je vous propose que, en cas de besoin, nous ayons affaire à un

conseiller juridique ou technique ou financier. Il ne nous est jamais arrivé de monter à une somme de 3.500 euros.

Mme PEPE.- J'étais très surprise. Je voulais initialement vous poser une question de savoir si c'était d'un ordre financier ou politique. Vu que le Conseil général a changé. On monte à 0,25 euros.

Mme le Maire.- En cas de besoin il est toujours bien d'avoir des expériences autour de soi.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°6 est adopté à l'unanimité

7) INSTAURATION DES REDEVANCES POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur : M. Michel SANTIAGO (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Oui, malheureusement. Ça ne me plaît pas que l'on passe dans le privé. Des questions ?

Mme PEPE.- Pourquoi maintenant ?

Mme le Maire.- Parce que maintenant il faut préciser les choses par rapport au gaz.

M. SANTIAGO.- C'est suite à la transformation de GRT-Gaz. Cela représente 8.000 euros.

Mme le Maire.- On doit aller chercher des deniers. Lorsque c'était une entreprise publique, il y avait des tarifs conventionnés. Avec le privé il y a la concurrence. On avait demandé au GPMM de s'acquitter de l'impôt, c'est possible à présent.

Mme PEPE.- Ils ont fait appel.

Mme le Maire.- Je le déplore parce que je suis pour le service public avec tout ce que cela peut apporter de bien. On a cette possibilité d'instaurer la redevance, on l'instaure.

Mme PEPE.- Le Port Autonome est tout de même tenu de payer. Est-ce comme une contravention ? Comment ça se passe ?

Mme le Maire.- C'est suspensif.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°7 est adopté à l'unanimité

8) REGLEMENT FINANCIER DU SERVICE GESTION LOCATIVE

Rapporteur : Mme Rosalba CERBONI (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Avez-vous des interventions ?

M. BERNEIX.- Serait-il possible d'avoir un extrait du règlement ?

Mme CERBONI.- Avant ils payaient par traite, à présent ils peuvent payer par prélèvement. Ce n'est pas un règlement avec une liste de règles mais un règlement avec des moyens de paiement. Après avoir payé ils peuvent avoir une quittance.

M. BERNEIX.- Une fois que c'est réglé.

Mme le Maire.- Quel que soit le mode de paiement, il n'y a rien de spécial.

M. BERNEIX.- Il aurait fallu faire, en instaurant ce système-là, un petit dépliant explicatif.

Mme le Maire.- C'est une demande des habitants. C'est plus pratique et plus moderne.

Mme PEPE.- Je suppose qu'il s'agit des logements des Trois Tours.

Mme le Maire.- Oui, ainsi que les baux commerciaux des commerçants logés par la Mairie.

M. DIDERO.- On peut saluer la mesure du fait que l'on se dirige vers une modernisation. Du point de vue de la gestion c'est certainement plus simple pour le personnel qui récupère

les chèques. C'est une possibilité supplémentaire au niveau des règlements.

Mme le Maire.- Je vous remercie, Monsieur Didero. Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°8 est adopté à l'unanimité

9) MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE VERBALISATION ELECTRONIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Rapporteur : Mme Stéphanie DI CESARE (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Des interventions ?

Mme PEPE.- Quel est le coût de ces appareils ?

Mme le Maire.- On verra le moins-disant et l'appareil le plus sophistiqué. L'intérêt est d'avoir un appareil simple et, surtout, un service après-vente. Il s'agit de ne pas payer cher pour la réparation. On verra les offres. Ce n'est pas très cher par rapport au rendu. Les policiers municipaux pourront verbaliser de leur véhicule. Ils pourront sillonner plus largement le territoire du centre-ville et de la commune. C'est l'équivalent du radar automatique des autoroutes.

On fera une grande campagne sur les recommandations de notre responsable de la sécurité routière, Stéphanie DI CESARE, pour que les citoyens Port de Boucains sachent bien que cela se mettra bientôt en place. Nous en avons parlé lors de la commission des finances.

Nous avons un bon capital dont on a hérité et que nous faisons perdurer au niveau des places gratuites sur la commune. Il est très bon pour la santé de faire quelques pas. On perd l'habitude de marcher. Certes, tout le monde est pressé. Il faut aussi savoir garer son véhicule. Certaines personnes ont des problèmes avec les créneaux.

Il n'en demeure pas moins que la municipalité a toujours fait le choix de ne pas ennuyer les habitants avec une taxe supplémentaire qui serait de devoir payer pour stationner son véhicule pour aller chez le médecin, déposer son enfant à l'école, acheter son pain ou autre. En retour il est attendu un engagement citoyen ; se garer correctement. De plus on l'apprend en passant son permis de conduire.

On fera donc une campagne d'avertissement vis-à-vis des habitants en indiquant que nous nous équipons de ce genre de dispositif.

Pour l'instant on garde les PV manuels. Je vous informe que le Maire n'en a jamais fait sauter un seul, y compris aux amis les plus proches. Les PV électroniques partent directement aux impôts. C'est très facile à gérer.

Mme PEPE.- Les PV sont-ils pour le stationnement uniquement ou pour d'autres infractions ?

Mme le Maire.- Les infractions de base reconnues par la police municipale et qui font l'objet d'un procès-verbal de 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie.

Mme PEPE.- Vous aviez fait une campagne avec un magnet par rapport aux encombrants et aux déjections canines. J'étais très surprise du montant de l'amende des déjections canines qui s'élève à 450 euros. C'est dissuasif. Envisagez-vous de mettre en place des distributeurs de sachets pour les déjections d'animaux et des jardins canins ? Personnellement j'ai un chien et je prends un sachet. Je ne supporte pas cette pollution.

Mme le Maire.- Nous monterons en charge progressivement. Il s'agit d'être dissuasif.

(Propos simultanés, brouhaha)

Mme le Maire.- Je voudrais que l'on en revienne à l'ordre du jour. Vous avez, Monsieur Didero, une question à poser sur ce rapport.

M. DIDERO.- Vous responsabilisez les citoyens et c'est une bonne chose. C'est le principe du donnant/donnant, gagnant/gagnant. La gratuité des places de parking est une très bonne chose à perdurer. D'autres communes, dont Martigues, n'ont pas fait le même choix.

Mme le Maire.- On aura des problèmes dans quelques années.

M. DIDERO.- En contrepartie il est normal de demander aux gens de faire preuve d'un peu plus de civisme et de citoyenneté.

Mme le Maire.- Merci, Monsieur Didero. Ça fait deux fois ce soir et ça fait plaisir. Nous votons.

Le rapport n°9 est adopté à l'unanimité

10) DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - Procédure simplifiée - CAPTURE DE CHIENS, CHATS ET AUTRES ANIMAUX ERRANTS SUR LA VOIE PUBLIQUE ET LEUR MISE EN FOURRIERE

Rapporteur : M. Alain NOUGUE (*Lecture du rapport*)

Mme PEPE.- Je suppose qu'il s'agit du siège social situé à Pindères.

Mme le Maire.- Oui.

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°10 est adopté à l'unanimité

11) MISE A LA REFORME DE VEHICULES MUNICIPAUX

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA (*Lecture du rapport*)

Mme le Maire.- Y a-t-il des demandes de précision ou des interventions sur le sujet ? (*Aucune demande*).

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°11 est adopté à l'unanimité

12) CREATION D'UN EMPLOI DE CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE

Rapporteur : Mme le Maire

Mme le Maire.- Ce n'est pas vraiment la création d'un emploi de chef de service de police municipale. Il s'agit de la création du grade de chef de police municipale pour notre chef qui est déjà en poste. Cela lui permet d'accéder à une promotion.

C'est légitime d'autant que nous passons à un effectif de 12, comme nous l'avions promis lors des élections municipales. La prise de responsabilité est beaucoup plus importante. Le nouveau matériel pour les PV va arriver. Nous continuerons d'installer des caméras sur la ville en plus de celles que nous avons déjà. Elles seront reliées à un CESU, centre de surveillance par moniteur. Il nous paraît particulièrement important de créer ce grade de façon à ce que la personne ait un déroulé de carrière.

Y a-t-il des demandes de précision ou des interventions sur ce sujet ? (*Aucune demande*).

Qui est pour ? L'unanimité, je vous en remercie.

Le rapport n°12 est adopté à l'unanimité

13) MOTION

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY (*Lecture de la motion*)

« Ces derniers mois, le nombre d'entreprises menacées s'est sensiblement accru. La situation de l'emploi dans les secteurs industriel et de service s'est particulièrement aggravée.

En effet, aujourd'hui les entreprises Altéos, Péchiney, la SNCM, Kem One, Inéos, Nexcis, Total la Mède ont été

fragilisées, voire mises en danger, par des choix de rentabilité et de compétitivité qui ne servent que les intérêts des actionnaires. Ainsi privilégie-t-on l'accumulation du capital au détriment de l'investissement dans l'activité, les salaires, l'emploi et la recherche-formation.

Le secteur public et les services publics sont eux aussi menacés du fait de choix d'austérité pris par le gouvernement et la Commission européenne. L'hôpital public, la fonction publique territoriale, l'Education nationale mais aussi la CAF, Pole Emploi, la SNCF avec les risques qui pèsent sur la plate-forme de Miramas, la Police nationale ou encore la Justice n'ont plus les moyens d'assurer pleinement leurs rôles de service public.

La responsabilité sociale et économique de ces entreprises envers les salariés, les populations et le développement du territoire est bafouée.

Nous sommes totalement solidaires avec les salariés du privé et du secteur public et leurs syndicats qui s'opposent à ces choix.

Les conséquences sont dramatiques pour les populations, particulièrement pour les jeunes. Au cœur d'un bassin d'emploi, Port de Bouc se sent singulièrement frappée par ces choix.

Comment peut-on imaginer nos villes, nos quartiers sans entreprises, sans salariés ? Comment peut-on voir s'envoler les perspectives d'emploi pour nos jeunes et ne rien dire ou faire ?

41 milliards d'euros d'aides aux entreprises, via le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) sont octroyés sans aucune contrepartie, aucun droit de regard sur leur utilisation alors qu'ils pourraient être consacrés aux

investissements utiles à nos concitoyens, utiles à l'emploi, utiles à la relance.

Ce sont les salariés qui créent les richesses pas les actionnaires ; ils doivent être entendus ainsi que les populations et les élus locaux.

Nous exigeons qu'un grand débat public soit organisé sous l'égide des pouvoirs publics avec pour thème la situation économique et sociale de nos territoires, le devenir de ces entreprises et l'utilisation de l'argent public ».

Mme le Maire.- Merci, Madame la Présidente du groupe majoritaire pour cette motion qui, vous vous en doutez, recueille mon entier assentiment. Y a-t-il des demandes d'intervention sur le sujet ?

M. DIDERO.- Sur plusieurs aspects je ne peux que rejoindre ce que Madame SANTORU-JOLY vient de développer. On ne peut être que solidaire avec les salariés tant du secteur public que du secteur privé lorsqu'ils sont frappés par des licenciements ou autres.

Un point ne me semble pas très clair dans ce que vous dites ; il ne faut pas mélanger certaines entreprises lesquelles, en effet, font des profits et qui, malgré ces profits, licencient et c'est parfaitement inacceptable, avec la crise économique, sociale et politique qui est réelle. Des entreprises sont en difficulté aujourd'hui sur l'aspect financier et licencient, non pas pour accumuler du capital contre la valeur travail. Des entreprises font des choix douloureux et les patrons n'ont pas forcément envie de licencier.

Sur le CICE, en effet il faudrait davantage de contrôles publics. Des petites entreprises perçoivent aussi cette redistribution. Je prends l'exemple de Madame

TETIENNE/CASANO qui est à côté de nous, l'entreprise de son mari perçoit un retour du CICE. Il réinvestit. Ce n'est pas pour autant un patron-voyou ou irresponsable.

Autre point qu'évoquait M. Nougué, sur la question de l'austérité, bien évidemment l'opposition n'est pas pour une politique d'austérité. Vous précisez, à juste titre et je vous en remercie, que c'est un gouvernement dit de gauche, socialiste qui mène l'austérité. Un gouvernement a la botte d'une Europe un peu trop libérale et, là, je vous rejoins. Je vous rappelle quand même que ce gouvernement actuel, vous avez contribué à le faire élire. Vous aviez publiquement fait une annonce au moment des présidentielles d'appeler à voter pour la personne qui accentue l'austérité aujourd'hui.

Mme Evleyne Santoru-Joly - On ne parle que des entreprises ayant des actionnaires on ne parle pas des autres entreprises. Bien sûr que des moyennes et petites entreprises touchent le CICE. Tant mieux. Celles-ci réinvestissent et créent de l'emploi.

Les grandes entreprises comme Péchiney, Total, proches de nous, Ineos ou Nexcis que nous sommes allés visiter avec des conseillers départementaux, font du profit, des bénéfices. Elles ont utilisé l'argent public pour créer des emplois mais, au contraire, elles licencient. Ce ne sont pas des licenciements secs, disent les entreprises, mais des reconversions, des départs volontaires à la retraite et des déplacements de personnel.

Une usine comme Total peut se reconvertir. Ce que fait cette usine aujourd'hui alimente toutes les petites et moyennes entreprises du pourtour du bassin d'emploi. C'est en cascade que surviendront de plus en plus de drames familiaux et économiques. Nous regardons les deux côtés.

Sur la question de l'austérité, bien sûr que le gouvernement dit de gauche que nous critiquons depuis qu'il est apparu et qu'il n'a pas tenu ses promesses. Je vous rappelle que nous n'avons pas appelé à voter François Hollande mais à faire barrage à la droite qui, elle, avait déjà commencé ce travail. Il y a d'autres partis, mais ce n'est pas l'objet, je parle de nous, de ce que nous avons fait et de ce que nous ferons toujours ; faire barrage à la droite et à l'extrême-droite.

Au premier tour on choisit nos candidats, notre politique. Au second tour on élimine. C'est notre position et ça le sera toujours.

Une fois que la démocratie s'est instaurée, comme c'est le cas aujourd'hui pour le Conseil départemental, les communistes et les partenaires qui sont avec nous s'inscrivent dans une opposition constructive. Nous allons dans tout ce qui va dans le bon sens. C'est la raison pour laquelle l'agence départementale cela n'a rien à voir. Tout ce qui est bien nous allons dans ce sens-là. Tout ce qui ne va pas, nous sommes assez forts avec la population pour le dénoncer, se battre contre, y compris pour gagner des choses intéressantes pour notre Ville et notre territoire.

Nous demandons un grand débat. Je suppose que le Préfet organisera cette table ronde. Le Préfet nous a déjà répondu, lorsque nous étions conseillers généraux, qu'il ne nous donnerait pas le nom des entreprises ayant bénéficié de cet argent ni le nombre d'emplois qui ont été créés par telle ou telle entreprise par rapport à l'argent reçu. C'est confidentiel. Je trouve cela inadmissible.

Comme nos concitoyens nous payons les impôts. Ces impôts sont redistribués pour le bien de tous. On peut ensuite avoir un droit de regard sur la transparence.

J'ai appris cet après-midi que jeudi soir, à l'appel de tous les syndicats, et non pas que la CGT que l'on pourrait accuser d'être de parti-pris, à une rencontre sur les questions économiques du territoire et de son développement économique par rapport au social et aussi au développement normal auquel nous avons droit.

M. BERNEX.- TOTAL La Mède a perdu, sans doute l'avez-vous lu dans la presse, environ 400 millions ces trois dernières années. Ils ont réinvesti 180 millions d'euros pour transformer leur raffinerie. Ils créent donc de l'emploi toujours sur le site et ils le préservent. Certes, le nombre de personnel ne sera sans doute pas le même. Il n'a pas été prévu de licencier mais juste un accord pour les départs anticipés. Il ne faut donc pas mélanger les choses.

Je n'ai pas mélangé les choses. On n'en vient pas au même résultat. Il y a une reconversion mais il n'y aurait pas de licenciements secs. Il y aura des départs volontaires à la retraite ainsi que des déplacements. Pour avoir rencontré les salariés je sais de quoi je parle.

Toutes les entreprises qui gravitent autour et qui bénéficient du raffinage de TOTAL ne pourront plus travailler. J'aimerais avoir tort. TOTAL fait des bénéfices.

Mme le Maire.- Il faut être très vigilants. Parfois il est dit par les entreprises du CAC40 qu'il y a une perte par rapport aux prévisions de gains. Cela ne veut pas dire que l'entreprise a perdu 400 millions d'euros. Si elle avait prévu de faire un milliard de plus elle n'a fait que 600 millions de plus et non par le milliard. Je vous cite ce chiffre pour donner un exemple sur mon propos. Ce ne sont pas les chiffres de La Mède.

C'était l'objet de la deuxième partie de mon argument par rapport à vous, l'opacité est impensable. Je suis d'accord pour que l'on soit complètement transparent. On verrait que le véritable monde entrepreneurial dynamique de France sont les PME/PMI.

C'est la raison pour laquelle je voterai cette motion. Tout d'abord parce que cette opacité n'est pas acceptable alors que c'est de l'argent public qui est distribué. Et, justement, grâce à la transparence, on pourrait mettre en avant le véritable monde entrepreneurial de développement économique de la France tels que les PME/PMI, l'artisanat et le commerce. Cela permettrait d'éviter toutes ces caricatures complètement stériles qui, soi-disant, opposeraient localement la droite à la gauche parce que les maires communistes et leur équipe seraient contre le monde économique. C'est du n'importe quoi.

Nous nous démenons pour la Ville de Port de Bouc avec l'huile de coude des Port de Boucains. A un moment donné des Port de Boucains, à la tête des directions de la Ville, ont fait en sorte que l'on crée dans du domaine public, acheté à l'époque par les équipes de René Rieubon, des lieux où les entreprises s'implantaient dans la zone industrielle de la Grand Colle. Aujourd'hui c'est une entreprise de donneurs d'aide aux donneurs d'ordre. Je suis d'accord avec l'argument que tu avances.

Aujourd'hui TOTAL La Mède raffine, produit, envoie et amène des déchets qui sont les matières premières d'autres entreprises. Je ne vous le fais pas découvrir, vous le savez déjà, je ne fais que de rappeler l'effet domino que ça pourrait produire.

L'oxyde d'éthylène est un déchet pétrochimique. C'est la matière première du PVC. Toutes les entreprises du territoire se tiennent. Et, nous, lorsque la Ville a conçu la zone industrielle de la Grand Colle, elle a permis à des entreprises

donneurs d'aide à ces grands donneurs d'ordre de faire des arrêts d'usine, les mises en sécurité, les maintenances, etc. Je ne vous ferai pas l'affront de citer toutes les entreprises.

Je suis d'accord avec l'idée que cet argent de nos impôts doit servir à la solidarité. La solidarité n'est pas simplement de dire ; je compatis au sort de ceux qui risquent d'être licenciés ou d'être reclassés ou d'être déplacés ou de partir en pré-retraite ou en retraite. On connaît aujourd'hui les conditions pour partir à la retraite. Il se peut que l'on travaille jusqu'à 67 ans. On partira en pré-retraite ou à la retraite en n'ayant pas cotisé complètement. Quelle sera leur retraite ? C'est encore un autre débat mais qui me soucie puisque des habitants de notre Ville seront concernés.

Etre solidaire n'est pas simplement de ressentir de l'empathie. On comprend, on compatit. Non. Etre solidaire c'est se sentir dans le même bateau. Je sais que si cela arrive à TOTAL La Mède, cela peut demain arriver à Berre, qui n'est plus SHELL mais LYONDELLBASEL, qui est aussi à Fos, est-ce que cela va le fragiliser ou pas ? C'est de la pétrochimie et aussi de la chimie mais, quand même, c'est la même boîte.

Nous, sur le territoire de Port de Bouc, à la Grand Colle, d'autres entreprises travaillent avec tout ce bassin d'emploi. Que l'on nous dise ce que l'on fait de nos impôts pour le monde économique me paraît tout à fait normal. Etant entendu que, parallèlement, pour le monde associatif qui reçoit des subventions, il leur est demandé chaque année de fournir le rapport moral, le rapport financier et le rapport d'activité. L'utilisation de l'argent, la banque dans laquelle se trouve l'argent et ce qu'il reste en ligne de trésorerie. A partir de là on instruit la demande de subvention de l'année suivante.

Pourquoi ne le ferait-on pas pour le monde économique ? Ils peuvent être fiers d'annoncer leurs résultats. Les grands ne

peuvent pas être fiers du fait qu'ils licencient ou qu'ils utilisent l'argent dans le CAC40. Ce n'est pas de la vraie économie mais de la financiarisation. Là on est solidaire lorsque l'on se bat contre ce système-là qui broie les salariés. Pour moi là est le sens profond du vote de cette motion.

Y-a-t-il d'autres interventions sur le sujet avant de passer au vote de la motion ?

Mme PEPE.- J'ai porté une attention particulière à votre motion, Madame la conseillère départementale et j'entends bien votre indignation. Je suis en partie d'accord. En effet, le nombre d'entreprises en difficulté s'est sensiblement accru, mais, là sera mon désaccord, ce n'est pas au cours de ces derniers mois que la situation s'est dégradée. Elle se dégrade depuis trois longues années, mois après mois.

Pour nous c'est la politique habituelle d'Hollande qui nous conduit droit dans le mur.

Que Port de Bouc et les Port de Boucains souffrent est une évidence. Si nous souffrons c'est en grande partie du fait de cette politique d'Hollande qui va droit dans le mur.

Vous exigez un débat public pour faire quoi ? Pour vous faire plaisir en tapant toujours sur les mêmes ? Oui les actionnaires, oui le CAC40. A un moment donné il faudra trouver des solutions.

Mme le Maire.- Il faut justement les exposer.

Mme PEPE.- Je ne voterai pas cette motion qui est assez politique voire très politique. Je ne peux pas vous rejoindre sur cette vision politique, mais je compatis et je partage, nous partageons les inquiétudes. Nous ne pourrons pas voter votre motion.

Mme SANTORU-JOLY.- Je comprends très bien. Ce ne sont pas seulement les gouvernements que nous mettons en cause ; que ce soit celui de Sarkozy ou celui de Hollande. C'est le système capitaliste qui nous gère. Il est évident que vous ne pouvez pas nous rejoindre sur ce point-là.

M. DIDERO.- Je reviens sur un point que Mme Santoru-Joly a exposé et qui m'a plu. Vous étiez dans une logique d'opposition constructive par rapport au Conseil départemental qui a basculé à droite et au centre.

Martine Vassal a convié l'intégralité des Maires du Département. Je voudrais savoir si Madame le Maire de Port de Bouc a répondu favorablement à l'invitation, dans le cadre de cet aspect constructif.

Mme le Maire.- Si j'avais eu votre adresse je vous aurais écrit pour vous dire ; où êtes-vous maintenant ? On reçoit les huissiers qui vous cherchent.

Franchement, Monsieur Didero, je n'ai pas reçu l'information. J'ai certainement eu à nouveau un problème de poste. J'étais vraiment désolée, d'autant que nous avons prochainement un rendez-vous avec Madame la Présidente du Conseil départemental. Ce n'était pas du tout un boycott et, surtout, je n'étais pas avec M. Gaudin. Je n'ai pas reçu l'invitation et je ne comprends pas ce qui s'est passé. Je suis persuadée qu'elle m'a été envoyée. Nos relations sont cordiales. Il s'agit certainement d'un problème d'acheminement de courrier. On a vraiment de gros soucis de ce côté-là.

Au repas des Maires j'imagine qu'il y aura une discussion à laquelle je me fais fort d'assister. Je n'ai jamais boycotté quoi que ce soit, même lorsque j'étais personnellement conviée à l'invitation à de Paris pour une discussion sur la métropole. Je me rends toujours aux invitations. Je n'ai pas

pour habitude de tourner le dos à une quelconque personne avec laquelle je dois travailler. Je ne l'ai jamais fait pour vous et ne le ferai jamais non plus pour Madame Vassal ou autre. Ce n'était pas voulu du tout. Le cabinet s'est mis en relation téléphonique avec mon cabinet. Il a été convenu de se rencontrer rapidement.

Je n'ai pas compris le lien avec la question que vous posiez.

M. DIDERO.- Je voulais savoir si vous étiez dans la même logique. Vos arguments me semblent tout à fait honnêtes.

Mme le Maire.- Je vous en remercie.

Mme MICHEL.- Il n'y a plus que deux entreprises françaises dans le CAC40 et cela n'a pas changé depuis vingt ans.

M. DIDERO.- Parmi les actionnaires il y a beaucoup de français.

Mme le Maire.- Oui, même si les entreprises ne sont pas domiciliées là où elles devraient l'être. Amazone devrait payer une certaine somme, aux alentours de 46 millions.

Mme MICHEL.- Vos intentions sont louables. Mais, au lieu de continuer d'enfoncer le clou comme on le fait depuis 2007/2008, n'y aurait-il pas des tours de table intelligents à organiser avec des gens qui monteraient des projets ? La Ville de Miramas a des projets fantastiques qui vont transformer Miramas de fond en comble. 500 à 600 emplois seront créés. Pourquoi n'y aurait-il pas des tours de table à Port de Bouc avec des gens qui pourraient faire certaines choses ?

Mme le Maire.- On peut parler de la construction navale et de la réparation navale à Port de Bouc. Je ne pense pas que

l'on arriverait à faire un village de grandes marques à Port de Bouc.

Mme MICHEL.- Vous savez très bien qu'il n'y aura plus des industries lourdes comme celles des années 60/70/80. Les ressources des communes sont à trouver maintenant. Il faut mettre les intelligences en commun de façon à essayer de trouver des débouchés, des solutions et de les imposer au Préfet en place. Marseille est la seule ville de France à avoir six Préfets. Ils ne sont pas là par hasard, ils ont un cerveau et on peut aussi leur faire des propositions.

Mme le Maire. Je suis complètement d'accord avec vous.

Mme SANTORU-JOLY.- Il faut faire les deux. Port de Bouc peut avoir des projets de ce type, mais cela n'exonère pas les entreprises qui font de l'argent sur notre dos de continuer à licencier comme ils le font et de casser le développement économique des territoires. C'est un débat à avoir.

Mme le Maire.- Un exemple de bassin de vie et de développement économique : il y a eu des études très approfondies pour FOS(...) et ENGIE qui a trait au gaz naturel liquéfié. C'est en stand-bail en France.

La difficulté de notre bassin d'emploi n'est pas que sur Port de Bouc. On a une vision macro. Les Port de Boucains ne peuvent pas travailler qu'à Port de Bouc. On essaime un peu partout le travail. On est intéressé par tout le bassin de vie et d'emploi des Bouches-du-Rhône et autre. Nous avons reçu, avec le Directeur général des services, le Directeur d'ENGIE qui nous a dit : «stand bail». On vous avait dit qu'il y avait possibilité -on a parlé en Conseil Municipal- de vous présenter l'installation d'une nouvelle cuve avec doublement du volume par rapport aux autres cuves ou deux cuves comme les autres. On pourrait éventuellement mettre une cuve, si on attaque les

études en 2017 ou 2018 et s'il s'avère que, entretemps on pense avoir le marché. Ils n'arrivent pas à bosser les pauvres.

Je vous l'ai dit la dernière fois mais j'en suis persuadée. Nous, à partir des Villes, nous donnions des impulsions à travers nos délibérations et nos motions vers la Préfecture en disant que, dans le territoire on a une analyse.

Je vous parle de PICTO, un programme qui a été lancé, le travail entre tous les Maires concernés et le Sous-Préfet de l'époque pour créer une synergie. Nous en avons parlé ensemble et ces questions-là étaient à l'ordre du jour. Ça commence mal.

ENGIE est au point mort et l'entreprise qui était juste derrière et qui aurait pu faire bénéficier d'un échange de frigorie, calorique, justement pour gazéifier le gaz qui était liquéfié, ne pourra pas se faire non plus.

Ce ne sont pas là des stratégies à l'échelle d'une commune. C'est la stratégie de l'Etat. Que veut-il faire du Sud de la France ? Est-ce que l'industrie aujourd'hui présente dans le cadre d'une transition énergétique et réfléchie, est-ce que les emplois aujourd'hui -c'est ce que voulait dire, Madame SANTORU- consacrés à de la manipulation d'outils de travail destinés à recevoir du pétrole ne peut pas faire l'objet d'une étude pour voir dans quelle transition, comment, avec qui, dans combien d'années, avec des plans, etc ; cela n'existe pas.

Par contre, les communes portent à travers leur communauté d'agglomération, vers le contrat Etat/Région, un certain nombre de projets. La Communauté du pays de Martigues porte trois grands secteurs de projets. Le développement de la cosmétologie avec toute la filière agricole, le développement de la filière cinéma et, sur Port de Bouc, ça veut dire le CFA, esthétique, coiffure, toutes les mentions de travail autour de ces métiers du cinéma, mais aussi les montages d'échafaudages,

etc. Ce sont des filières que l'on travaille dans nos territoires.

Je vous ai parlé du cinéma sur la Ville de Martigues. Je vous ai parlé de la cosmétologie sur la Ville de Saint Mitre. Sur la Ville de Port de Bouc c'est tout un travail autour de la filière maritime. C'est une Ville littorale. Nous avons des équipements réalisés grâce au Conseil départemental, notamment une darse. Nous avons voté au Conseil Municipal pour s'équiper d'un outil de levage. Nous travaillons donc le maritime pour consolider la présence maritime actuelle.

Nous avons dernièrement reçu les marins-pompiers. Ils nous ont expliqué sur le port, qu'ils allaient travailler sur des vedettes, sur les remorqueurs en lien encore plus serré. Bien sûr que du travail se fait à la petite échelle de nos communes, mais il n'y a pas d'articulation et nous le dénonçons.

Nous actionnons les rênes du pouvoir dont nous disposons. Il serait illusoire de penser que, même un village des marques à Miramas, va régler le problème des chômeurs de Miramas. Il faut une coordination aux différents échelons. Ceux-ci sont plutôt dynamiques localement, et là je parle y compris pour les autres collègues Maires, quelle que soit leur étiquette politique. On ne retrouve pas cet échelon-là ailleurs. Voilà pourquoi nous avons besoin de transparence.

On utilise l'argent public mais, dans le même temps, on nous le diminue. On a 600.000 euros de moins cette année. L'année prochaine également et, par effet cumulé, en 2017 on aura perdu 2 millions d'euros. Pourtant on fait travailler les entreprises du territoire, la rénovation urbaine, les routes, etc. C'est un non-sens.

Je vous propose que nous passions au vote maintenant que nous nous sommes exprimés et que nous avons respecté nos points de vue respectifs.

Qui est pour adopter cette motion ?

Le rapport n°13 est adopté à la majorité

**Pour le groupe majorité - Abstention du groupe de
Madame PEPE et du groupe de Monsieur. DIDERO**

Mme le Maire.- Je vous remercie. Nous venons d'égrener l'ordre du jour du Conseil municipal.

Nous avons une information de Mme GIOVANELLI.

Mme GIOVANELLI.- Information sur la passerelle du pont Bowstring. Lors du dernier Conseil Municipal je vous avais donné une première information indiquant que des études avaient été lancées. A ce jour ces études sont presque terminées. Elles en sont au chiffrage. Nous referons prochainement un point avec les services du port. Vous savez que je suis attentivement cette opération qui me tient à cœur. Le travail se poursuit.

Mme le Maire.- Je remercie Béatrice. Tous les jours nous sommes inquiets de cette circulation, même si nous n'en sommes pas responsables. Je sais que Béatrice suit très bien ce dossier. Cela montre que la Mairie de Port de Bouc ne lâche pas au niveau du grand port, même si c'est un petit port, il fait partie du patrimoine.

Une question diverse de M. Didero.

M. DIDERO.- La première question concerne le dossier des berges du canal. Nous souhaitons des éclaircissements sur l'avancement de la vente des terrains des berges du canal. Pouvez-vous nous préciser combien de personnes ont acquis à ce jour leur terrain ?

Par ailleurs, nous avons appris qu'il y avait une association des berges du canal. Est-ce que cette association a engagé une procédure devant les tribunaux contre la Mairie de Port de Bouc ?

De plus nous avons appris que le choix du notaire pour passer ces ventes était un notaire de Fos sur Mer. Est-ce toujours d'actualité ? Vous comprendrez bien, Madame le Maire, la nécessité absolue que l'ensemble des élus de ce Conseil municipal ait une information totalement transparente sur le sujet. Je vous remercie.

Mme le Maire.- Je vais décortiquer au mieux l'ensemble de vos questions. Concernant l'acte notarié de propriété du terrain, il n'y a personne pour l'instant. Par contre bon nombre de dossiers sont engagés avec Madame le notaire de Fos. Vous savez qu'il n'y a plus qu'un seul notaire sur Port de Bouc. A partir du moment où il y a possibilité de faire avancer un dossier nous le faisons avancer.

Le notaire de Fos m'a répondu, puisque vous m'aviez posé la question de l'association des berges du canal. Cette association existe depuis toujours. Pourquoi dites-vous « nous avons appris » ?

M. DIDERO.- Est-ce que l'association est active ?

Mme le Maire.- Quelle drôle de question. Oui, elle est active. Régulièrement, avant que nous obtenions du port qu'il accepte de nous vendre les terrains, toutes les années se tenait une Assemblée Générale à laquelle la Mairie était constamment invitée, voire même priée de n'être pas absente. Il fallait absolument que la Mairie aide cette association à faire avancer le dossier de l'achat de ces terrains des berges du canal. Les habitants étaient parfois en colère car cela n'avancait pas assez vite. Ils étaient désespérés et craignaient que, du jour

au lendemain, ils pourraient être expulsés de chez eux. Ils étaient en location. Comme on se l'est déjà dit en Conseil municipal, construire une maison ne donne pas le droit d'être propriétaire du foncier. Etre propriétaire du foncier fait que l'on sera propriétaire de tout le reste. De ce fait les habitants ne sont propriétaires de rien. Ils avaient très envie de devenir propriétaires mais le GPMM ne les écoutait pas. Monsieur Rieubon s'était engagé à ne pas laisser tomber les habitants des berges du canal et de faire avancer ce dossier.

Ce dossier avait reçu un coup de pouce terrible quand Monsieur Rieubon avait obtenu le déclassement de ces terrains du domaine public. Il y a eu des interruptions par rapport aux successives Directions du GPMM. Après une interruption Monsieur Michel Vaxès a repris le dossier. Le Port était enclin et prenait justement les terrains qui nous vaut réparation du pont de l'avenue Maurice Thorez, la consolidation des berges, etc. Le port n'est plus enclin à vendre quoi que ce soit car il a peur d'être rappelé sur sa responsabilité. C'est donc très difficile à reprendre. Il a déjà été compliqué d'obtenir la consolidation, mais c'est réalisé.

Monsieur Vaxès repart à la charge en disant : il a été déclaré le déclassement, les travaux de consolidation sont réalisés, allons de l'avant.

Ensuite j'ai repris le dossier et maintenant nous en sommes à la vente.

Lorsque l'Assemblée Générale s'est tenue, tout est transparent puisque, chaque fois nous informons le Conseil municipal, l'Assemblée Générale des berges du canal dans la salle Gagarine. Au cours de cette AG il m'a été demandé la possibilité de voir comment on pourrait encore faire baisser les prix. La plupart des familles, le temps passe, vieillissent. Il

n'est pas toujours facile d'aller vers un crédit. Pour d'autres les situations ont changé. Ce n'est pas simple.

Nous nous sommes engagés à passer par l'ADIL, je précise la signification du sigle pour le nouveau conseiller municipal, (Agence Départementale d'Information sur le Logement). Nous passons une convention avec eux et, gratuitement, ils reçoivent les gens afin de leur donner des conseils pour éradiquer l'indignité du logement, faire les travaux, les propriétaires à subventionner ou accompagner les locataires. L'agence est en mesure d'instruire gratuitement à partir du moment où nous passons une convention et où nous les payons nous-mêmes.

Nous avons fait appel à eux car ils ont toute confidentialité, Monsieur Didero, sur les dossiers individuels. Je n'ai pas, et personne, n'a accès à la situation individuelle des habitants des berges du canal. Ils ont droit au respect de leur vie privée.

Toutefois, étant donné qu'il nous faut accompagner chacune et chacun, avec notre vœu de ne laisser personne sur le bord du chemin, ceux qui veulent accéder à la propriété reçoivent tous les conseils pour y accéder, ceux qui sont en difficulté on regarde ensemble comment nous allons avancer.

Etant entendu que par loyauté réciproque, je ne rentre pas dans les problèmes privés de chacun, comme l'association nous a demandé à nous, collectivité, de les accompagner, nous ne sommes pas dans le «je ne veux pas acheter», mais «je ne suis pas en capacité d'acheter». Si un habitant ne veut pas acheter je ne vois pas en quoi le Maire de Port de Bouc serait saisi pour aller vers ce genre de procédure. Du travail il y en a, je ne cours pas après et mes prédécesseurs non plus. Je l'ai fait sur leur demande incessante qui est presque chaque année renouvelée. A partir du moment où la loyauté reste de mise entre

nous, bien évidemment nous allons vers des batailles qui nous ont permis de faire baisser le prix des garages, nous les avons votés précédemment et d'aller vers cet achat.

Avons-nous été attaqués ? Nous n'avons rien reçu, aucune assignation. L'huissier sait où nous trouver. On a appelé la notaire pour nous renseigner. Elle a reçu un fax de maître Espallargas qui aurait l'intention d'attaquer une délibération. Je ne comprends pas pourquoi on attaquerait une délibération de ce côté-là.

J'ai une information selon laquelle la présidente de l'association des berges du canal voulait prendre conseil auprès de Monsieur Espallargas, pour essayer d'intenter quelque chose. Là aussi je ne comprends pas. Je suis dans l'incompréhension la plus totale. Pourquoi être venu nous voir tant d'années pour acheter alors que, maintenant, on ne veut plus acheter.

Beaucoup de dossiers sont maintenant instruits. Beaucoup de personnes n'attendaient que le feu vert. J'ai envoyé un courrier à toutes les personnes concernées en leur disant que c'était acquis, que j'avais réussi à faire baisser le prix du foncier des garages. Maintenant je ne peux plus aller plus loin quant à un prix de négociation pour arriver à ce moment-là. A présent il y a urgence puisque ce prix ne vaut que pour l'année 2015. Il n'existe pas de baisse dans les prix du foncier, il n'y a que des revalorisations.

Je vous en supplie, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, Mesdames et Messieurs dans le public, donnez bien les bonnes informations aux gens et en toute honnêteté. Par la suite il pourrait y avoir des déceptions.

Aujourd'hui je garantis les 120 euros TTC pour les garages et les 150 euros pour les habitations. Pour l'année 2016

je ne sais pas. Tout est prêt pour pouvoir réaliser toutes ces ventes.

Les personnes qui ne se seraient pas présentées à l'heure d'aujourd'hui à ce rendez-vous avec l'ADIL ou auprès de nos services sont invitées à venir le plus rapidement possible et, en plus, si la situation est délicate, pour que nous voyions quelles sont les situations à dépêtrer et voir comment collectivement et/ou individuellement, il pourrait exister des possibilités de se sortir de cette ornière.

Nous sommes en train de réussir un projet de trente années. J'en appelle à la responsabilité, au bon sens et surtout à l'honnêteté d'esprit. A partir du moment où on a une volonté d'honnêteté intellectuelle tout se passera de la meilleure des façons. Je l'espère. En tout cas on mettra tout en œuvre pour y arriver. Un dossier dans Port d'Attache explique tout cela. Il n'y a aucun problème au niveau de la transparence.

Si d'aventure vous auriez besoin, si une question ne vous est pas venue à l'esprit ce soir, de la poser aux services ou à moi-même n'hésitez pas. Non seulement on vous doit la transparence, on a voté une charte dans ce sens, mais en plus nous en sommes convaincus. On a tout intérêt de savoir où on en est pour connaître quelle lutte mener ou quel accompagnement vis-à-vis des habitantes et des habitants.

Je passe la parole à M. Bernex pour la question n°2.

M. BERNEIX.- Nous sommes à quelques jours de l'inauguration du parc paysager de la Lèque prévue le 30 mai. Nous sommes étonnés de ne pas avoir vu la mise en place des stands et de la piscine, comme il était prévu sur les plans de réalisation.

Mme la Maire.- C'est normal. Si des stands apparaissent dès le départ comme, par exemple, pour les sardinades, il nous

faut les gardienner. Ils ne peuvent donc être mis avant la période estivale de juillet/août. Il en sera de même pour la piscine. Il est important de gardienner car nous voulons montrer le respect que nous avons pour cette réalisation qui a pris beaucoup de temps à bon nombre de citoyens, les agents de notre service public et les élus qui se sont investis pour concevoir ce parc. Maintenant que nous sommes en mesure de le réaliser il nous faut véritablement prendre l'ampleur de ce que ce parc représente pour la Ville. Depuis de nombreuses années les Port de Boucains rêvaient d'un parc comme Figuerolles. La taille de notre commune ne nous le permet pas. Par contre à l'image, non pas des grandes perles de Port Saint Louis mais des jolies perles de notre littoral, nous sommes en train de créer des perles de parc.

Je mets de côté la forêt de Castillon qui n'est pas un parc mais un domaine naturel. Nous sommes en train de réaliser le vallon Clément Mille qui est chargé de retenir les eaux lors des fortes pluies. En dehors de ces pluies ce sera un parc qui pourra être traversé de part en part pour la course, la promenade. Il sera planté, conformément aux semis réalisés ...

M. BERNEX.- Je pensais que le parc était aussi traversé à la nage.

Mme le Maire.- Non et je ne vous le conseille pas. En cas de grosses pluies et il est utile de le dire notamment pour la sécurité. Lorsqu'il y a des bassins de rétention il n'est pas du tout conseillé de s'amuser dans l'eau. L'eau dévale avec une grande force.

Par beau temps il n'y a pas d'eau résiduelle mais, surtout, entre chacun des bassins de rétention il y a des cheminements que vous pouvez emprunter comme des passerelles de part et d'autre du bassin de rétention. Les enfants des centres sociaux ont réalisé des semis que les services municipaux ont

choyés pendant toute la période hivernale. Nous avons commandé des végétaux et nous allons procéder à des plantations. Des arbres ont été arrachés. Un arbre est un être vivant qui pousse, grandit et meurt. Il faut replanter. A l'image de ce parc en cours de création et qui sera le plus abouti, les autres viendront s'ajouter à ce parc. Dans le cadre de cette promenade entre le nord tout vert et le sud qui est la mer, nous aurons différents parcs à l'usage de toute la Ville, y compris sur notre anneau turquoise, le sentier littoral qui, étant rallié au GR2013, peut aussi être un patrimoine pour nous à offrir pour le développement touristique et l'accueil.

Pour en revenir à votre question, il faut rationaliser les dépenses. A partir du moment où la saison battra son plein, à l'image de l'ouverture des sardinades, il y aura l'ouverture des stands sucrés/salés sur le parc paysager de la Lèque. A l'image des sardinades nous allons monter progressivement en puissance en fonction de l'approbation par les habitants de leur nouveau parc. Il nous faut faire avec les éléments naturels. Le vent est très présent aussi à cet endroit. On va inaugurer. On va s'adapter avec l'envie vraiment très profonde de répondre aux besoins des habitantes et des habitants.

Ai-je répondu à votre question ?

L'ordre du jour est épuisé. Je vous remercie de votre participation et vous souhaite une bonne soirée.

La séance du Conseil Municipal est levée à 19 h 40